



Déclaration SNES-FSU / SNESUP-FSU

CAPA hors classe des certifiés - Jeudi 18 juin 2020

Cette ultime CAPA hors classe des certifiés s'ouvre dans un contexte sanitaire économique et social dramatique et de mépris contre notre profession. Le confinement et le déconfinement n'ont pas mis fin aux attaques contre l'ensemble des salariés du public comme du privé. La loi de transformation de la fonction publique avec la fin du paritarisme et des CAP, dont le SNES-FSU demande toujours l'abrogation, continue de se mettre en place au détriment de l'ensemble des agents de la Fonction Publique. Le gouvernement ose même relancer le sujet de la réforme inique de la retraite par points qui va diminuer nos pensions et qui va nous faire travailler plus longtemps. Le monde d'après ressemble beaucoup à celui d'avant mais en pire.

La FSU, qui revendique une société plus juste et solidaire, sera de tous les combats dans l'unité la plus large afin de s'opposer aux attaques à venir contre l'ensemble des salariés et c'est pour cela, que la FSU a déjà appelé à rejoindre les mobilisations du 16 juin au côté des agents hospitaliers.

La crise sanitaire que nous avons traversée a pourtant montré l'engagement immédiat et sans faille des agents du service public et des salariés, souvent précaires, pour permettre à toutes et tous de vivre. La FSU réitère ses remerciements aux personnels soignants et plus généralement, à toutes celles et ceux qui, par leur travail et parfois au risque de leur santé, ont assuré notre quotidien. C'est dans ces circonstances que le pays conforte sa conviction selon laquelle les services publics jouent un rôle indispensable, alors que ce gouvernement a fait mine de découvrir leur absolue nécessité.

Les difficultés rencontrées ne sont que les conséquences des politiques publiques menées depuis des années qui n'ont eu de cesse d'affaiblir les services publics. Le 12 mars, le président Macron avait appelé à la cohésion de la Nation. Il avait également affirmé qu'il faudrait tirer les leçons de cette crise et interroger le modèle de développement du monde actuel. La FSU déplore que ce discours n'ait pas été suivi d'actes, et que les logiques libérales reprennent très rapidement le dessus. Ce n'est pas avec des applaudissements ou des médailles que l'on va améliorer la situation de l'hôpital, et plus généralement celle des services publics et les conditions de travail des salariés dans le pays.

Dans l'éducation, le confinement et la fermeture des établissements scolaires ont fait exploser les inégalités sociales : le distanciel, ce n'est pas l'école et ça ne pourra jamais la remplacer, c'est au mieux un moyen de garder un lien entre les enseignants et les élèves. Le SNES-FSU sera donc vigilant pour stopper toute tentative d'imposer l'enseignement à distance dans le service des enseignants. Nous dénoncerons, à ce titre, toute tentative d'imposer des webcams aux enseignants pour filmer leurs cours afin de faire à la fois du présentiel et du distanciel. Cela va à l'encontre des déclarations du Ministre qui rappelle le non-cumul de ces modalités et cela pose beaucoup de problèmes sur le respect de la propriété intellectuelle et de la sécurisation des images. Les effets d'annonce sur la reprise en juin ne doivent pas masquer la nécessité d'un soutien massif pour faire face aux conséquences de la crise que nous traversons. Face à une rentrée de septembre qui s'annonce d'ores et déjà très compliquée, la réflexion

ministérielle doit donner lieu à un vrai plan d'urgence pour l'Éducation. La FSU demande au gouvernement de renoncer aux suppressions de poste de personnels dans les établissements et de dégager des moyens supplémentaires afin de préparer sérieusement cette rentrée.

Concernant l'ordre du jour de cette dernière CAPA qui va étudier le tableau d'accès à la hors classe des professeurs certifiés de notre académie, le SNES-FSU constate avec satisfaction, après deux ans de mise en place des mesures PPCR pour l'accès à la hors-classe, que le nombre de collègues promouvables au 11e échelon continue de diminuer permettant ainsi à davantage de collègues d'être promus plus tôt dans la carrière. Cette tendance devrait se poursuivre et laisse entrevoir une carrière en classe normale qui devrait se terminer au 10e échelon pour la très grande majorité des collègues les prochaines années. Néanmoins, il reste encore des collègues qui pourraient ne jamais obtenir la hors-classe. Pour ceux qui ont un retard de carrière, le SNES-FSU demande une attention particulière vis-à-vis des collègues retraitables qui n'atteignent pas le barème alors même que leur valeur professionnelle n'est pas à remettre en cause. Cela concerne cette année 19 collègues nés en 1958 ou avant.

Il reste également 7 oppositions recteur, soit, à titre d'exemple, autant que dans l'académie de Lille mais pour un total de 3 086 promouvables (trois fois plus que dans notre académie !) pour des collègues ayant pourtant le barème pour être promus. On nous avait dit l'an dernier que ces collègues seraient inspectés et verraient ainsi leur situation réexaminée. Or, il semble que cela n'ait pas été le cas, en tous cas pas pour tous. Nous regrettons et dénonçons, une nouvelle fois, le report d'année en année de ces oppositions. Le PPCR reconnaît que chaque personnel a vocation à parcourir les deux grades durant sa carrière. Le maintien de sanctions financières n'arrangera pas la situation de ces collègues. Le SNES-FSU rappelle d'ailleurs qu'il revendique que tous les collègues doivent pouvoir parcourir les trois grades pendant leur carrière, ce qui est loin d'être le cas actuellement avec les conditions d'accès à la classe exceptionnelle.

Enfin, nous souhaitons revenir sur la CAPA de contestation des appréciations finales issues des rendez-vous de carrière. Si le nombre de contestations était en forte hausse cette année (61 contre 39) avec une concentration des recours concernant l'avis pérenne du 3e rendez-vous de carrière, cela n'est pas le fruit du hasard. Cette inflation montre l'importance aux yeux des personnels de leur accès plus ou moins rapide à la hors-classe parce qu'ils perçoivent le changement de grade comme une revalorisation dans un contexte de gel du point d'indice et de perte de pouvoir d'achat. Elle montre aussi la colère et le mépris ressentis par les enseignants à la découverte de leur bilan de rendez-vous de carrière incohérent : des appréciations littérales positives, des positionnements dans les items majoritairement « très satisfaisant » ou « excellent » et un avis final en deçà ! Elle montre également que les collègues sont attachés au paritarisme et qu'ils font confiance à leurs élus pour les défendre. Or, cette année, en s'obstinant à ne pas corriger de nombreuses situations malgré les interventions de ces derniers, et contrairement aux décisions prises dans d'autres académies et en CAPN, le rectorat a entériné des incohérences et maintenu des injustices qui auront des conséquences négatives sur les futures promotions des personnels. Le message ainsi renvoyé à la Profession est délétère. Le SNES-FSU exige que les évaluateurs primaires (chefs d'établissement et inspecteurs) ainsi que M. le Recteur tiennent compte à l'avenir de l'engagement et du professionnalisme dont ont fait preuve les enseignants pendant la période de confinement et dont ils font preuve en permanence au quotidien.

Enfin, nous ne pouvons pas terminer cette déclaration sans déplorer le fait que les élus promouvables aient été écartés de cette dernière CAPA, le rectorat ayant décidé d'appliquer dans sa totalité, pour la première fois, le décret de 1982 ! Nous remercions néanmoins les services qui nous ont fourni les documents et organisé cette commission dans des conditions de travail inhabituelles et difficiles.